

Fédération Syndicale Unitaire

Éducation Enseignement Recherche Culture Formation Insertion

10 rue d' Albret 47000 Agen

0681647750 | fsu47@fsu.fr | <https://fsu47.fsu.fr/>



Déclaration de la FSU 47 au CDEN réuni le 20 avril 2026

ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Vendredi 03 avril devait se tenir le CDEN (Comité Départemental de l'Éducation Nationale). Dès midi, un rassemblement spontané de familles, d'élèves, d'enseignant-es, d'AESH, de citoyennes et de citoyens a eu lieu devant la préfecture. Pancartes, slogans et prises de paroles ont fleuri, comme dans les semaines précédentes et encore aujourd'hui, preuve s'il en est du rejet général d'un budget dépourvu de toute ambition pour l'école.

Le scénario bien huilé d'une présentation par diaporama des mesures d'ouverture et fermeture de classes dans les établissements et les écoles du département a buté sur une action collective de boycott. En effet, deux des trois organisations syndicales (FSU et FNEC-FP-FO), ainsi que la FCPE (Fédération des Conseils de Parents d'Élèves), des élu-es des collectivités locales ainsi que des représentant-es d'associations proches de l'école ont refusé de siéger en signe de protestation. C'est historique, puisque la dernière action de ce type datait de 2012.

La FSU 47 tient à exprimer sa vive inquiétude et son profond désaccord face aux orientations retenues dans le cadre de la carte scolaire du Lot-et-Garonne pour la prochaine rentrée.

Notre département est marqué par une forte ruralité, des réalités sociales contrastées et des territoires parfois isolés, les choix opérés ne sont pas à la hauteur des enjeux éducatifs. Loin de répondre aux besoins du terrain, ils s'inscrivent dans une logique strictement budgétaire, déconnectée des conditions réelles d'enseignement et des exigences pédagogiques actuelles.

Les fermetures de classes et les suppressions de postes annoncées auront des conséquences directes et durables :

- par l'augmentation des effectifs par classe, rendant plus difficile la prise en compte des besoins de toutes et tous les élèves,
par la dégradation des conditions de travail des personnels, déjà fortement sollicités,
- par la réduction des possibilités de suivi individualisé, pourtant indispensable à la réussite de toutes et tous les élèves,
- par la fragilisation des écoles rurales, souvent au cœur de la vie locale et du lien social.

Ces décisions interviennent alors même que les besoins éducatifs ne cessent de croître. Inclusion des élèves à besoins particuliers, prise en charge des difficultés scolaires, lutte contre les inégalités sociales et territoriales : autant de missions qui nécessitent du temps, des moyens humains et une présence renforcée sur le terrain.

L'ambition affichée d'une École pour tous se heurte au mur des conditions de son organisation. Pas assez de postes pour alléger les classes, pas assez de personnels formés à ces spécialités, pas assez de temps pour la formation et la concertation, pas assez de considération pour les personnels (salaires indécents des AESH, pressions administratives pour produire de la donnée le plus vite possible ou pour dédouaner la DSDEN de ses responsabilités, pressions hiérarchiques pour faire taire les voix dissonantes ou qui mettent en lumière les incohérences ou violences de ce système).

Afin de participer aux échanges et réflexions sur l'organisation des actions impulsées par le SDEI et au vu de l'importance que revêt l'inclusion dans une école pour tous aujourd'hui, la FSU demande à participer au Comité Départemental de Suivi de l'École Inclusive (CDSEI) de Lot-et-Garonne. L'éclairage des représentant·es des personnels serait précieux pour saisir les retombées des plans d'action sur l'École inclusive.

D'autre part, le statut de fonctionnaire a honteusement été refusé aux AESH par des nant·es de la République ; nous notons que les élu·es du Lot-et-Garonne au Sénat n'étaient pas présent·es lors de ce vote si important pour des personnels ayant des revenus en-dessous du seuil de pauvreté. Les membres des équipes éducatives sauront s'en rappeler le moment venu.

Revenons sur l'objet premier de ce CDEN, la carte scolaire dans notre département.

La FSU 47 rappelle que l'école publique doit garantir l'égalité des chances sur l'ensemble du territoire. Or, chaque fermeture de classe dans une commune rurale, chaque fermeture de classe voire de dispositif, d'option, éloigne un peu plus ce principe de la réalité. Derrière les chiffres, ce sont des élèves qui perdent en qualité d'apprentissage, des équipes qui s'épuisent et des territoires qui se sentent abandonnés.

Nous dénonçons également le manque de transparence et de concertation dans les processus de décision. Les équipes pédagogiques, les représentant·es des personnels, les élu·es des communes impactées et les familles doivent être pleinement associées aux choix qui engagent l'avenir des écoles.

Or, il apparaît que des consignes ont été données à des élu·es contacté·es par certain·es IEN de ne pas alerter les familles, les écoles.

D'autre part des refus d'audience ont été essuyés par des délégations de parent·es d'élèves, nouveauté alarmante dans notre département. Les services de la DSDEN et des IEN arguant d'abord d'un « devoir de réserve » bien pratique (alors que prendre des informations auprès de délégations ne relève absolument pas de ce champ), puis d'un emploi du temps « saturé » (qui peut choisir du calendrier des instances et de l'information aux communautés éducatives ciblées si ce n'est monsieur le DASEN ?). Ces refus ont été extrêmement mal perçus, à juste titre.

Face à cette situation, la FSU 47 porte des exigences claires :

- un moratoire immédiat sur les fermetures de classes,
- une révision de la dotation départementale prenant en compte les spécificités du Lot-et-Garonne,

- le renforcement des moyens humains (enseignant·es, remplaçant·es, personnels spécialisés),
- une politique éducative ambitieuse qui privilégie la réussite des élèves plutôt que les économies budgétaires,

L'ampleur des mobilisations dans les communes, mais également devant la DSDEN à plusieurs reprises, au niveau des inspections de l'Éducation nationale, devant la préfecture le vendredi 03 avril, mais également aujourd'hui, les grèves, les pétitions, les courriers, les articles de journaux, les reportages à la radio témoignent de l'attachement des personnels, des citoyennes et des citoyens envers l'École publique,

Défendre une école publique de qualité, de proximité et accessible à toutes et tous, cela doit être l'axe central de l'action de tout fonctionnaire de l'Éducation nationale. Nous en appelons à vous, mesdames et messieurs les membres du CDEN pour que vous portiez au plus haut niveau cette nécessité. Nous exigeons des choix politiques responsables, respectueux des besoins des élèves et des réalités des territoires.

La FSU 47 se mobilise, avec détermination, aux côtés des personnels, des parent·es d'élèves et des élu·es, pour porter ces revendications dans toutes les instances et dans l'action collective autant que cela sera nécessaire, n'en déplaise à un président qui ne connaît pas l'École publique, ni ne la respecte et qui n'envisage pour les enfants de la république que du mépris, de la misère et du sang.

La FSU ambitionne un tout autre avenir pour la jeunesse, mais également pour les plus ancien·nes, qui sauront rappeler aux politiques de tous bords quels sont les besoins réels du pays et du monde à savoir une éducation émancipatrice, le respect des droits humains et civiques, la justice sociale, le partage des richesses et la préservation du vivant.